

Challenges, November 2006

JEAN PISANI-FERRY

Le dissensus de Bruxelles

Les trois prétendants socialistes qui se sont affrontés mardi sur la politique internationale se seraient sans doute bien passés de débattre de l'Europe. Depuis le referendum interne au PS, puis le referendum national du 29 mai 2005, ce qui était naguère objet de consensus est devenu pomme de discorde. Embarrassant, pour un parti de gouvernement.

Et pourtant : pouvait-on imaginer que le transfert vers Bruxelles d'un nombre croissant de compétences et de responsabilités aille sans une polarisation du débat sur les politiques de l'Union européenne ? Et serait-il souhaitable qu'il en aille ainsi ? Une démocratie qui fonctionne bien se construit autour de deux pôles : celui de l'accord sur des principes fondamentaux et des règles du jeu (le constitutionnel), et celui du désaccord (les politiques).

Longtemps, l'Europe a échappé à cette modèle - mais ce n'était pas vraiment une démocratie. Sur vingt ans, cependant, l'analyse des votes au parlement européen montre une tendance nette : les eurodéputés votent de moins en moins selon des clivages nationaux et de plus en plus selon des clivages partisans. Lentement, l'Europe se politise.

Elle ne manque pas de sujets de désaccord : déréglementation contre régulation ; intervention contre laisser-faire ; confiance dans les ajustements de marché contre activisme macro-économique ; ouverture commerciale contre protection, beaucoup des sujets qui font la matière des débats politiques sont des sujets européens. La Commission Barroso, qui affiche ses convictions libérales, favorise d'ailleurs la polarisation des opinions.

Cette évolution bute cependant sur deux limites. La première tient à ce que les questions d'équité et de redistribution, qui sont centrales dans nos débats politiques, n'ont guère leur place dans le débat européen. L'Union n'a pas d'impôt sur le revenu, et avec le fonds d'appui aux salariés victimes de la mondialisation elle commence seulement de s'aventurer, modestement, dans les transferts sociaux. Fautes de compétence, une dimension essentielle de la politique lui fait défaut.

La seconde limite est que nos débats nationaux sur l'Europe continuent de porter au moins autant sur le constitutionnel (en principe l'espace de l'accord) que sur les politiques (l'espace des désaccords). La discussion sur le projet de constitution, dont il faut dire qu'elle mêlait l'un et l'autre au lieu de les séparer, a montré de manière éclatante avec quelle facilité l'opposition à telle ou telle politique européenne pouvait se muer en opposition à l'Europe.

Le consensus de Bruxelles, qui réunissait Mitterrand, Kohl et même parfois Thatcher, a vécu. Désormais les Européens ont besoin de savoir ce sur quoi ils sont d'accord, mais aussi ce sur quoi ils peuvent être en désaccord – et

accepter que la majorité l'emporte. Mais pour que l'Europe devienne une vraie démocratie, il leur manque encore de bien cerner ce que peut être le dissensus de Bruxelles.